



Envoyé en préfecture le 12/04/2024

Reçu en préfecture le 12/04/2024

Publié le 15/04/2024

ID : 045-214503021-20240410-ARRDST2024_0108-AR

S²LOW

ARRÊTÉ PERMANENT

ARRÊT ET STATIONNEMENT INTERDITS

AVENUE AMBROISE CROIZAT

ENTRE L'AVENUE JACQUELINE AURIOL

ET LA RUE DE L'ANCIENNE ROUTE DE CHARTRES

DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

> Date

10 AVR. 2024

ARR-DST-2024-0108

Le maire de la Ville de Saran,

Vu l'arrêté n°2020.94 du 28 mai 2020, portant délégation à José SANTIAGO, 5ème Adjoint en charge de l'espace public, le patrimoine et l'environnement

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1,

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code Pénal,

Vu le Code Général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, 8ème partie, signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié.

Vu la nécessité de réglementer le stationnement et l'arrêt avenue Ambroise Croizat entre l'avenue Jacqueline Auriol et la rue de l'Ancienne Route de Chartres.

Afin d'assurer la sécurité de tous les usagers,

ARRÊTÉ

Article 1 : Le stationnement et l'arrêt sont interdits avenue Ambroise Croizat entre l'avenue Jacqueline Auriol et la rue de l'Ancienne Route de Chartres.

Article 2 : L'arrêté entre en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 3 : Les infractions au présent arrêté qui sera publié et affiché dans la commune, seront constatées au moyen de procès-verbaux, dressés par tout agent de l'autorité ayant qualité à cet effet.

Lorsque le conducteur ou le propriétaire du véhicule est absent ou refuse, malgré l'injonction des agents, de faire cesser le stationnement gênant, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux articles L.325-1 à L.325-3 du Code de la Route.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté est adressée à :

MM. Le Commandant de Gendarmerie,
Le Commissaire Central de Police
Le Service de Police Municipale
Le Service Gestion des Déchets d'Orléans Métropole
Le Service Assainissement d'Orléans Métropole
Le Pôle territorial Nord d'Orléans Métropole
Kéolis,

chargés, chacun en ce qui le concerne d'en assurer l'exécution.

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, cet arrêté est publié sur le site internet de la commune pendant un délai qui ne peut être inférieur à 2 mois.



José Santiago

adjoint délégué à l'espace public, au patrimoine et à l'environnement